

d'emblée des inorganisés connus pour leur activité de solidarité envers l'Indochine, réaliser un front d'organisations aussi large que possible, susciter l'apparition partout d'organismes susceptibles de réaliser à l'échelle des villes, des localités, des facultés, des lycées, et là où cela est possible, des entreprises, cette même unité militante d'organisations politiques et d'inorganisés.

Ce FSI là n'était ni un CVN bis, ni un nouveau SR. Le CVN était un des lieux privilégiés, avant Mai 68, où l'extrême-gauche révolutionnaire émergeait, composait ses forces, constituait ses organisations. En conséquence, nous y avions investi des forces considérables et nous y faisons passer l'ensemble des clivages stratégiques autour desquels nous construisions la JCR. Rapidement les pro-chinois quittèrent le CVN et fondèrent les CVB, progressivement le CVN prenait en charge la stratégie de révolution permanente (autour de la diffusion des thèses du Che). Pour le FSI il n'en est pas de même : la Ligue existe et peut commencer à tisser des liens d'« organisation d'avant-garde » à « organisation de masse » (avec toutes les nuances nécessaires...). C'est pourquoi :

* Nous avons constitué un Front Solidarité INDOCHINE et non un front anti-impérialiste (comme cela était notre projet il y a plus d'un an). La place de la révolution indochinoise autorise, pour sa défense, un front unique beaucoup plus large que bien d'autres luttes (Moyen-Orient, Amérique Latine...). C'est là où la solidarité est la plus nécessaire et où elle peut être la plus efficace. Alors que la Ligue doit développer sur toutes les luttes anti-impérialistes son point de vue, nous ne faisons prendre en charge par le FSI que l'une d'entre elles. Nous pouvons accueillir (et avons accueilli) au sein du PSI des sionistes par exemple, corrélativement un mot d'ordre tel que « Palestine - Vietnam, même combat » ne peut être repris par le FSI.

* Même si des discussions peuvent se dérouler au sein des comités sur l'avenir de la lutte, nous ne faisons pas prendre en charge par le FSI l'ensemble de nos analyses concernant la révolution indochinoise. Le mot d'ordre « Vive la Révolution SOCIALISTE indochinoise » ne s'impose pas pour le FSI, s'il pose des problèmes. La Ligue est suffisamment forte pour défendre et propager ses analyses.

* Quant aux formes d'action, nous ne faisons pas prendre en charge, aujourd'hui, par le FSI, des actions qui impliquent trop de risques de répression (« attaques » de commandos, etc.).

Le FSI doit évidemment être une organisation militante pour réaliser une campagne de défense prolongée. Ses mots d'ordre doivent être radicaux (Pour la victoire du Front Révolutionnaire Indochinois, soutien au défaitisme révolutionnaire dans l'armée US, contre les complicités du gouvernement français...), pour permettre l'approfondissement de l'action, pour éviter l'épuisement de la campagne après quelques mois, pour élever le niveau de conscience des militants qui s'y engagent, etc. Le cadre de son action doit être d'emblée international (non seulement de par la référence à l'Indochine et au mouvement anti-guerre aux USA, mais aussi par le fait que notre objectif, au travers du lancement du FSI en France, est de relancer l'activité dans toute l'Europe). Mais il faut bien comprendre deux choses : * La différenciation par rapport au PC ne s'opérera plus au travers de mots d'ordre sur l'Indochine (l'UEC et la JC ont adopté le mot d'ordre de « Tout pour la victoire », et un style de manifestations militant). Fondamentalement le FSI se distinguera de par sa volonté d'engager une campagne militante, prolongée, permanente, et de mettre en cause le gouvernement français.

* Si dans un premier temps nous regrouperons essentiellement des sympathisants d'extrême-gauche, notre objectif doit être de rassembler aussi des chrétiens radicalisés, des « réformistes de gauche », toute une frange de militants potentiels qui sont prêts à s'engager dans le FSI sans adhérer pour autant à des perspectives révolutionnaires globales.

Le FSI n'est pas non plus un nouveau SR, porteur des mêmes déboires. En 6 mois on l'a déjà vu. Et ce pour plusieurs raisons :

* Quant à la conjoncture, elle ne favorise pas aujourd'hui comme hier les courants spontanés.

* Quant au thème. Le thème de la répression, par sa simplicité et par son vague, facilitait le projet spontanéiste (à savoir : faire du SR l'organisation intervenant tous azimuts, permettant aux spontanés de retrouver un cadre organisationnel pour regrouper leurs forces). Celui de l'Indochine interdit au contraire ce type de dévoiement (de plus c'est un thème qu'il nous est beaucoup plus facile de dominer qu'aux spontanés, car il fait intervenir la notion de Parti, de stratégie, etc.).

* Enfin, le caractère velléitaire des spontex leur interdit de participer à de véritables campagnes prolongées. Ils vivent au seul rythme de l'actualité.

Au départ, nous avions donc une vision assez claire de ce que nous voulions - malgré des débats qui s'étaient déroulés en CC

et un vague empirisme quant à la structuration que prendraient les comités FSI et leurs rapports aux autres structures (comités de lutte étudiants et comités du SR - à cette époque le problème du SR existait encore...). Mais nous savions aussi que la construction du FSI serait progressive et longue. Il fallait regrouper les forces unitaires possibles et réactiver l'intervention sur l'Indochine...

Un début difficile.

Il était clair dès le départ que nous ne pouvions construire le FSI avec les courants ultra-gauches. Mais dans la mesure où nous voulions réaliser autour de notre projet une unité minimum, absolument nécessaire à sa réalisation, nous ne pouvions imposer de délimitation a priori. On ne pouvait convaincre les intellectuels susceptibles de participer au FSI, on ne pouvait contraindre le PSU à donner son accord, en expliquant la théorie du spontanéisme... Il fallait faire éprouver en pratique aux inorganisés la réalité de l'ultra-gauchisme. Il fallait interdire au PSU de se prévaloir de notre « sectarisme » pour se retirer dans sa tour d'ivoire. La délimitation du FSI au niveau national, passait par une première bataille politique, qui a dominé toute la fin de l'année universitaire 70-71. Cette bataille a retardé la percée active du FSI et a compromis plusieurs initiatives prometteuses. Elle était cependant absolument nécessaire et inévitable.

En conséquence, nous convoquons aux réunions préparatoires au lancement du FSI, l'ensemble des personnalités militant sur le Vietnam et en rupture plus ou moins prononcée avec le PC et l'ensemble des organisations. Notre objectif : faire émerger au cours de ces réunions l'axe autour duquel nous pouvions construire le FSI, tout en évitant par l'invitation massivement adressée aux personnalités intellectuelles et syndicales la cartellisation absolue du débat.

Le débat entre les trois positions (absence de mouvement spécifique sur l'Indochine pour les ultra-gauches, centre d'initiative pour le PSU, FSI pour nous) s'engagea immédiatement. Après plusieurs réunions nous avons obtenu :

* Le dégagement d'une équipe d'une dizaine de personnalités qui s'investissent de façon militante dans le FSI et contribuent effectivement et à sa relative décartellisation et à son ouverture unitaire. Précisons en ce qui concerne ces « personnalités » qu'il ne s'agit pas, dans la majeure partie des cas, de « personnalités fantômes » ou « croupions ». Elles connaissent - parfois très bien - l'Indochine et savent ce qu'il est nécessaire de faire pour aider la révolution indochinoise. Elles n'ont pas cessé d'intervenir là-dessus, même après Mai 68 (au travers de l'Association Médicale franco-vietnamienne, du collectif inter-syndical, du cartel des 44 organisations, du comité Vietnam-Laos-Cambodge de Paris VII, etc.). En conséquence elles ne sont pas manipulables et soumises à n'importe quelle pression.

* Une décantation politique effective. Un vote interviendra sur les perspectives, qui provoquera fondamentalement deux regroupements :

- autour de notre projet, la quasi-totalité des personnalités (voir liste des signataires), l'AMR (pabliste), le MDPL (ex MCAA), la majorité du CIC (avec UNIR)

- ouvertement contre, les ultra-gauches (Révolution, CDP, SR) - le PSU, Chesneaux et Vigier (aussi CIC) ont une position centriste, mais se rallient au projet moyennant un amendement de compromis à la fin de l'appel à la constitution du FSI (amendement qui prévoit que les structures définitives du FSI seront définies après son lancement militant).

Cette bataille - et cette victoire - politique s'avèrera très importante lorsque de nouveaux problèmes éclateront. En effet, et contrairement à notre attente, les ultra-gauches se maintiendront dans le FSI pendant encore plusieurs mois (de façon toute opportuniste, vu la profondeur de l'attaque frontale qu'ils avaient menée contre sa proclamation ! Il s'agit toujours d'embrasser le bébé au point de l'étouffer...). Le PSU espérera pouvoir poursuivre un jeu de balance entre eux et nous. Une nouvelle crise couve donc, d'autant plus que la lenteur des négociations fait perdre l'importante occasion d'imposer dans la pratique le FSI au 24 avril 71 (journée de mobilisation aux USA). Cette nouvelle crise éclatera à l'occasion de la manifestation du 8 mai. Le 8 mai se déroulait une manifestation à l'appel des 44 organisations. Le FSI avait décidé, 15 jours avant, de s'y rallier. Le 3 mai se tient une réunion du FSI pour préparer techniquement la manifestation. Des tracts sont sortis et ne demandent qu'à être distribués. Le PSU retourne alors sa veste et se bat à mort contre la participation à cette manifestation. Un débat très violent s'en suit, d'où sortent les conclusions suivantes :

- la nature velléitaire de la participation des ultra-gauches et du PSU aux campagnes de solidarité envers l'Indochine est apparue très crûment. Le retournement du PSU ne s'expliquait que parce que, entre les deux réunions du FSI, le 1er mai s'était déroulé